

---

## De l'intérêt d'être consul : quelques observations à partir de l'expérience américaine en Méditerranée

Silvia Marzagalli

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11364>

ISSN : 1773-0201

### Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2019

Pagination : 95-111

ISSN : 0395-9317

### Référence électronique

Silvia Marzagalli, « De l'intérêt d'être consul : quelques observations à partir de l'expérience américaine en Méditerranée », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 98 | 2019, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 24 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11364>

---

Ce document a été généré automatiquement le 24 mars 2020.

© Tous droits réservés

---

# De l'intérêt d'être consul : quelques observations à partir de l'expérience américaine en Méditerranée

Silvia Marzagalli

---

- <sup>1</sup> Pourquoi un consul acceptait-il une charge qui lui demandait du travail supplémentaire, parfois considérable, sans pour autant lui offrir un salaire ? Mon intérêt pour cette question est né de manière presque accidentelle, au cours d'une recherche portant sur la navigation et le commerce américains en Méditerranée de l'indépendance des États-Unis à la fin des guerres napoléoniennes. À cette occasion, j'ai compulsé l'ensemble des correspondances adressées par les consuls au secrétaire d'État américain, et les documents produits par les consuls des États-Unis en poste sur la rive septentrionale de la Méditerranée avant 1815<sup>1</sup>. La richesse de ces sources pour reconstruire les modalités de la présence américaine en Méditerranée dans une période troublée par une série de conflits, où la neutralité des États-Unis doit être constamment réaffirmée, est indéniable. Mais l'examen de cette documentation a soulevé des interrogations sur le rôle joué par les consuls dans la structuration de ces trafics, sur la manière dont les hommes au pouvoir aux États-Unis ont perçu la nécessité de disposer d'un service consulaire (quitte à avoir recours à des individus sur place, aux nationalités variées) et sur la nature de la relation entre consuls et autorités de tutelle. La documentation produite par les acteurs fournit également des indications sur les retombées que ces premiers consuls des États-Unis en Méditerranée escomptaient tirer de leur charge. J'ai souhaité dès lors élargir la focale et m'intéresser aussi aux lettres de recommandation et aux candidatures, ou du moins à la partie de celles-ci accessible en ligne par le biais du projet *Founding Fathers*, qui met à la disposition du public des dizaines de milliers de missives adressées aux grandes figures de la politique des jeunes États-Unis. Cette sous-série permet entre autres de repérer les lettres de candidature et les recommandations mobilisées par les individus qui aspiraient à exercer une charge consulaire<sup>2</sup>.

- 2 L'ensemble de ce corpus fournit quelques indices sur l'intérêt que les consuls en poste et les candidats au consulat trouvaient dans l'exercice de la charge. En premier lieu, il s'agit de prendre la mesure de l'engouement et des attentes des individus qui ont présenté des candidatures spontanées. Celles-ci sont, au cours des premières décennies d'existence des États-Unis, le moyen exclusif par lequel l'administration identifie les possibles titulaires, ce qui permet de s'interroger aussi sur le processus de nomination. On constatera ainsi au passage que certains postes consulaires sont plus convoités que d'autres : ce n'est donc pas la charge consulaire en absolu qui intéresse, mais le fait d'être nommé dans un port donné, qui correspond aux stratégies individuelles des candidats. Il s'agit dès lors de comprendre à quelles considérations est subordonné l'intérêt d'être consul. La lecture de ces correspondances fournit quelques éléments de réponse quant aux attentes et aux avantages matériels et immatériels que la charge est censée apporter aux titulaires.

## Un flot de candidatures spontanées

- 3 Le 13 mai 1778, le négociant d'origine hambourgeoise Jean Christophe Hornbostel, beau-frère et associé du consul de Suède à Marseille, François Philippe Fölsch, s'adresse à Benjamin Franklin pour solliciter le poste de consul des États-Unis dans le port phocéén. En se cantonnant à la seule Méditerranée, Franklin reçoit aussi, au printemps 1778, la candidature spontanée d'un Anglais pour le consulat de Livourne et deux candidatures pour le consulat de Barcelone : l'une d'un Suisse, l'autre d'un natif de Berlin<sup>3</sup>. De toute évidence, l'entrée en guerre de la France en soutien de la jeune république en février 1778 laisse supposer que l'indépendance des États-Unis se concrétisera : plusieurs sollicitent alors un consulat, ce qui est déjà un premier signe de l'intérêt qu'ils portent à l'exercice de cette fonction. On remarquera au passage que les candidatures ne concernent que les principaux ports de la Méditerranée occidentale, déjà largement fréquentés par des navires nord-américains en période coloniale. Les candidats résident déjà sur place : ils souhaitent donc profiter de l'existence des flux commerciaux nord-américains en tant que consuls. L'intérêt pour la charge est dans ce cas lié à l'existence des trafics maritimes avec la nation représentée, ce qui n'est pas toujours le cas : à Nice, le consul prussien Vienne se voit refuser tout émolument en 1786, entre autres car le ministre souligne qu'il n'y a pas de navigation prussienne à Nice en raison de l'inexistence de traités avec les Barbaresques<sup>4</sup>. Aucun de ces tout premiers candidats n'est Américain, bien que trois d'entre eux mettent en avant dans leur lettre leurs liaisons commerciales avec des firmes aux États-Unis.
- 4 Le flot de candidatures spontanées s'intensifie au fil du temps. Outre l'attendue volonté de servir les intérêts du pays, les impétrants évoquent parfois des raisons diverses pour justifier leur demande, même si la plupart des candidats se limite juste à mettre en avant ses compétences. Un changement de résidence lié à des activités commerciales, ou une situation individuelle précaire que le poste est censé améliorer sont les thèmes les plus récurrents. Pour certains, la nomination au consulat est conçue comme une juste récompense des services rendus, à l'instar de William Keteltas, qui demande le consulat de Gênes ou celui de Glasgow, « une faveur qui serait remémorée avec gratitude, et permettrait de soulager une famille qui a beaucoup souffert pour la cause de la liberté et qui est fermement attachée à votre administration »<sup>5</sup>. D'autres, enfin, mettent en avant des motivations plus personnelles : la perte de sa femme pour Thomas

Randolph, prêt à servir « dans n'importe quel pays en Europe »<sup>6</sup>, ou la volonté de cultiver ses intérêts scientifiques, et tout particulièrement sa passion pour la chimie, pour David Bailie Walden, qui se déclare « sans fortune ni profession »<sup>7</sup>.

- 5 Le système consulaire américain se structure après l'entrée en vigueur de la nouvelle constitution : en juin 1790 le président Washington soumet au Sénat les 14 premières nominations<sup>8</sup>. En 1800, les États-Unis ont déjà ouvert 57 postes consulaires dans le monde, dont 16 en Méditerranée<sup>9</sup>. Tous ces consulats ont été pourvus par un candidat qui a sollicité sa nomination, en mobilisant éventuellement des recommandations à son soutien lorsqu'il ne connaît pas lui-même en personne les hommes au pouvoir. En 1791, fort de l'appui du « banquier le plus influent de la ville et d'autres personnes respectables », Gaetano Drago demande ainsi au sénateur Pierce Butler d'intercéder en sa faveur auprès du président pour obtenir le consulat de Gênes<sup>10</sup>. Le succès n'est pas garanti – Drago n'obtient pas ce poste – et même quand le candidat correspond directement avec les principales autorités américaines, la demande n'est pas pour autant toujours satisfaite dans les plus brefs délais : Robert Montgomery insiste pendant dix ans avant d'obtenir le poste d'Alicante<sup>11</sup>. *A contrario*, lorsqu'il n'y a pas de candidats, le poste reste vacant : il en va ainsi à Göteborg, pourtant mentionné dans un mémoire rédigé par Thomas Jefferson en 1791 comme une localité qui mériterait l'ouverture d'un consulat : le nom est toutefois suivi par un laconique « *No body applies* »<sup>12</sup>. Resterait à déterminer par une étude plus systématique jusqu'à quand la candidature spontanée reste le moyen privilégié, voire exclusif, utilisé par l'administration américaine pour identifier et recruter ses futurs agents. Cela semble avoir été le cas au moins tout au long des années 1790.
- 6 La candidature est donc l'élément nécessaire mais pas suffisant pour être nommé. La qualité des candidats et de leurs recommandataires est passée au crible. Ainsi, dans le mémoire qu'on vient d'évoquer, Jefferson note pour Lorient : « *No new nor proper candidate. Vale [Vail], a bankrupt is the only one* ». Il faut dire que Lorient, qui encore quelques années auparavant était le port français le plus fréquenté par les navires américains, subit désormais la redoutable concurrence du Havre et de Bordeaux : de toute évidence, les négociants américains qui s'établissent alors en France préfèrent choisir une autre résidence<sup>13</sup>. Certains postes ne sont pas ouverts, en dépit de l'existence d'une candidature : il en va ainsi de Nice en 1790, ou encore de Civitavecchia en 1790 et en 1811<sup>14</sup>. Mais même pour les ports majeurs, comme Amsterdam, le secrétaire d'État préfère, en 1791, attendre d'avoir « un plus grand choix de candidats » (il en a un seul), estimant par ailleurs que la nomination d'un consul dans ce port « n'est pas très urgente »<sup>15</sup>.
- 7 Lorsqu'il y a plusieurs candidats, les autorités choisissent selon des logiques qui leur sont propres, et qui resteraient à approfondir. La qualité et l'influence des personnes qui appuient la candidature jouent un rôle. En présentant au président trois candidats pour le poste de Malaga, Jefferson ajoute les noms de personnes qui les ont recommandés. C'est finalement l'Irlandais Michael Murphy, naturalisé espagnol, appuyé par une lettre de recommandation de l'ambassadeur d'Espagne, qui est nommé. L'administration garde la trace des bons candidats : l'Écossais William Kirkpatrick, appuyé par un sénateur du Massachusetts, lui succède en 1799<sup>16</sup>. Dans les documents envoyés à George Washington pour suggérer les noms de consuls à nommer, le secrétaire d'État Timothy Pickering précise aussi bien les qualités de recommandataires, que celles des candidats :

Monsieur Cabot [sénateur du Massachussets] connaît personnellement Monsieur Simpson [consul à Gibraltar, pressenti pour le poste de consul au Maroc], et le connaît en tant qu'homme de valeur [...].

Jean M. S. Matthieu, natif de cette place [Naples] y est joliment recommandé comme consul. Sa propre lettre du 14 janvier témoigne d'une maîtrise réelle de la langue anglaise. Monsieur Vanuxem, qui a écrit deux lettres en sa faveur, est un négociant français de Philadelphie [...] qui jouit, je crois, d'une réputation d'honnêteté. [...]

[À Brême] il y a deux candidatures, aucune ne semble être, enquête faite, satisfaisante<sup>17</sup>.

- 8 Les logiques qui président au choix de l'administration ont pu affecter la stratégie des candidats, influencer les arguments qu'ils mobilisent, et leur chance d'obtenir le poste. L'on sait par exemple que Thomas Jefferson, qui en sa qualité de premier secrétaire d'État des États-Unis (1790-1793) présentait à George Washington les listes des candidats avec ses commentaires, a le souci de confier les postes en les répartissant entre des ressortissants des différents États de la jeune République. Cela est évident à l'examen de ses notes, où les candidats proposés à la nomination sont classés selon l'État d'où ils sont originaires<sup>18</sup>. Quand il suggère des étrangers, il prend en compte leur origine pour déterminer si leur nationalité pourrait jouer en faveur des intérêts des États-Unis<sup>19</sup>. À titre d'exemple, pour les trois candidats au consulat de Lisbonne en 1791, il écarte un ivrogne notoire, ainsi qu'un négociant membre de la *British Factory* dont la nationalité est incertaine. Ne reste comme possible consul qu'un Portugais qui a fait banqueroute et sur lequel il donne un avis mitigé<sup>20</sup>. Les sympathies politiques des prétendants sont aussi un facteur important. En demandant le consulat de Londres, John Rennolds mentionne les noms de trois juges auprès desquels Thomas Jefferson pourra se renseigner à son égard, qui le connaissent « tout comme mes opinions politiques en faveur de la présente administration »<sup>21</sup>. L'opinion politique des personnes qui recommandent tel ou tel candidat est aussi prise en compte. Ainsi, sur la pétition signée par 34 habitants de New Haven qui sollicitent la nomination comme consul de l'actuel vice-consul de Sainte-Croix après la démission du titulaire, Jefferson marque de sa main : « *What are the politics of the Petitioners ?* »<sup>22</sup>. Les opinions politiques de leurs protégés sont ainsi mises en avant dans certaines lettres de recommandation : Peter Kuhn junior est « *of sound democratic principles* », alors que John S. Cogdell est « *an undeviating supporter of the Republican Administration* »<sup>23</sup>.
- 9 Enfin, il convient de souligner que certains candidats obtiennent satisfaction tardivement, et pas nécessairement là où ils avaient espéré exercer leurs fonctions. Le négociant Nathaniel Appleton avait par exemple sollicité en 1791 le poste de consul à Lisbonne pour son fils Thomas, alors à Paris : celui-ci obtient en 1798 le consulat de Livourne, où il reste jusqu'à sa mort en 1840<sup>24</sup>. Frederick Folger, un parent de Benjamin Franklin, qui sollicite en mai 1792 un poste de consul en Barbarie, est nommé cinq ans plus tard aux Cayes, à Saint-Domingue<sup>25</sup>. Si on tient vraiment à obtenir un poste consulaire, mieux vaut-il donc faire preuve d'une certaine souplesse quant à sa localisation, voire d'opportunisme. Ainsi, peu après avoir sollicité le poste de La Rochelle, John B. Hoskins, dont le frère est membre de la firme Gray & Hoskins à Bordeaux, demande le consulat de Gênes : le titulaire vient d'être arrêté, ce que Hoskins a appris par le ministre plénipotentiaire américain à Paris, dont il est l'assistant<sup>26</sup>. Chaque candidat dispose de ses propres stratégies de mobilité, et doit s'accommoder, ou non, du poste que le gouvernement américain veut bien lui confier. En s'appuyant sur des consuls qu'elle ne rémunère pas – sauf dans les États barbaresques et, à partir de 1815, à Londres et à Paris – l'administration américaine s'expose au risque que les

candidats changent facilement d'avis si le poste ne leur convient finalement pas. Sur les 21 premiers consuls nommés à partir de juin 1790, sept ont déjà présenté leur démission ou abandonné leur poste en février 1793<sup>27</sup>. Plusieurs insistent d'ailleurs dans leur candidature sur la précarité de leur situation financière ou sur les revers préalables subis. Il convient dès lors de s'interroger sur l'intérêt matériel qu'ils escomptent tirer de ces postes.

## De l'intérêt d'être consul : les éléments qui percent dans les missives des consuls en poste

- 10 La correspondance des consuls titulaires des postes ouverts en Méditerranée par les États-Unis avant 1815 peut nous aider à mieux comprendre l'intérêt que ceux-ci peuvent trouver dans l'exercice de leur charge. L'analyse se cantonne ici aux consuls en chrétienté, généralement tous négociants. Les logiques qui président à la nomination dans les régences barbaresques et au Maroc sont assez différentes, car ces postes requièrent des capacités diplomatiques plus poussées. Quant au consul nommé à Smyrne en 1802, il n'a jamais pu prendre fonction faute de capitulations entre les États-Unis et l'Empire ottoman.
- 11 L'extension du réseau consulaire des États-Unis en Méditerranée accompagne la croissance de la navigation américaine dans cette région du monde. Le premier consulat est ouvert en 1790 à Marseille. De quatre postes en 1793 (Marseille, Alicante, Malaga et le Maroc, dont le consul réside le plus souvent à Tanger, ce qui permet éventuellement de le considérer, sans doute de manière quelque peu arbitraire, comme un poste méditerranéen), on passe à 15 avant la fin des années 1790<sup>28</sup>. Six autres sont ouverts entre 1802 et 1805, alors qu'à Cagliari officie un agent nommé par la cour des Savoie, jamais reconnu par les États-Unis, le comte François Navoni (« Consul Garant des Nations qu'ils [sic] n'ont point de Consul fixe dans tout ce Royaume de Sardaigne », comme il se définit lui-même)<sup>29</sup>, qui s'efforce en vain, pendant des années, d'obtenir les patentes consulaires en s'adressant à cet effet aux présidents et aux secrétaires d'État qui se succèdent<sup>30</sup>.
- 12 Les missives envoyées par les titulaires des postes consulaires américains en Méditerranée montrent qu'ils sont mus par un évident intérêt matériel. D'autres avantages de nature immatérielle ont pu aussi jouer un rôle.

### Un intérêt matériel évident

- 13 Si les principaux ports attirent de nombreux candidats – ils sont quatre à Gênes en 1797<sup>31</sup> – les autorités des États-Unis n'ont pas toujours trouvé des titulaires idoines pour des ports d'importance moyenne, alors même que la rapide expansion des trafics américains dans le contexte de guerre des décennies révolutionnaire et napoléonienne requiert un maillage consulaire plus dense pour assister les capitaines. Les autorités ont ainsi parfois du mal à pourvoir les postes les moins prestigieux. Elles ont alors recours, en dépit de la législation en vigueur, à des étrangers. La majorité des consuls américains nommés en Méditerranée avant 1815 ne sont en effet pas des citoyens américains<sup>32</sup>. Pour les postes plus intéressants, l'absence de nationalité américaine est utilisée par les prétendants pour évincer ou remplacer un titulaire étranger. Pour promouvoir la candidature de William S. Shaw pour le consulat de Madère, Hugh

Williamson se déclare ainsi « mortifié d'entendre que des sujets britanniques ou anglophiles avaient obtenu des consulats américains »<sup>33</sup>. Les étrangers, pour leur part, font valoir leur meilleure connaissance des us et coutumes du lieu, et le peu d'attrait que le poste représenterait pour un Américain : ainsi Frederick William Siel sollicite le consulat de Dantzig, ville dont il est natif, et souligne que la navigation américaine y est à ses balbutiements, et que par conséquent « le consulat de Dantzig ne permettrait pas de vivre à un citoyen des États-Unis, puisque je sais que le gouvernement américain ne verse pas de salaire fixe à ses consuls à l'étranger »<sup>34</sup>.

- 14 Le taux de refus ou de non-prise de service, nettement plus élevé parmi les Américains que parmi les étrangers, surtout pour les primo-nommés, dépend en effet de l'attrait du poste. Lorsqu'il refuse, en 1806, le consulat de Rome, John S. Cogdell, avocat à Charleston (Caroline du Sud), explique ses raisons, liées à l'absence des revenus :

Comme aucun salaire n'est attaché à cette fonction et qu'il n'y a aucune probabilité, vu la situation de Rome, que les demandes de certificats consulaires soient fréquentes, les perspectives mêmes de me soutenir seraient désespérées<sup>35</sup>.

- 15 Cogdell s'était fait recommander pour un poste comme secrétaire d'une ambassade, ou comme consul en France ou en Angleterre : Rome n'est pas une destination souhaitée<sup>36</sup>. De même, J. Lewis refuse, en 1815, le poste de Malte car il ne pourrait pas nourrir sa famille par ses activités commerciales, et que la fin des opérations navales des États-Unis en Méditerranée en raison du retour de la paix le priverait aussi des « *expectations of profit* » (« espoirs de profit ») dans l'approvisionnement de l'escadre américaine<sup>37</sup>.

- 16 Les commissions pour l'approvisionnement de la Marine de guerre américaine doivent être suffisamment importantes pour que les consuls s'indignent lorsque la charge d'agent naval est confiée à un autre. Celui de Livourne revient à de multiples reprises sur la question, avec un argument similaire à celui avancé par son confrère à Malte, à savoir la perte de respectabilité vis-à-vis des autres consuls<sup>38</sup>. Si cet aspect n'est pas à exclure, le manque de revenus entre sans doute aussi en ligne de compte. En évoquant sa récente nomination comme agent de la Marine des États-Unis à Marseille, en sus du consulat qu'il détient depuis 1790, Étienne Cathalan informe le secrétaire d'État que son homologue suédois, François Philippe Fölsch, a perçu une commission de 5 % sur l'approvisionnement et les réparations de la frégate suédoise commandée par l'amiral Cederström qui doit porter les présents aux régences barbaresques, et 5 % également sur l'achat de présents, dont il estime la valeur à 175 000 piastres. Les sommes en jeu ne sont donc pas négligeables<sup>39</sup>.

- 17 Le peu d'empressement montré par certains candidats qui ne résident pas encore sur place au moment de leur nomination pour rejoindre leur poste confirme la corrélation entre espoirs de gain et volonté d'exercer la charge consulaire : James Anderson, qui avait sollicité, en 1792, un poste en France, finit par être nommé à Sète en 1803 : il met trois ans pour s'y rendre – il réside alors à Paris – et, une fois sur place, il annonce aussitôt son départ au secrétaire d'État, vu sa « conviction profonde de l'impossibilité de faire face aux dépenses en résidant à Sète »<sup>40</sup>. Quelques mois plus tard, il sollicite le consulat de Gênes ou « tout autre port à même de me donner du travail, celui de Sète ne me permettant pas de couvrir les frais de la charge »<sup>41</sup>. D'autres demandent une mutation dès que la conjoncture change. John Martin Baker, nommé aux Baléares en 1803, après avoir mobilisé les contacts de son beau-père, un colonel ayant servi dans la guerre d'Indépendance, sollicite à plusieurs reprises sa mutation (qu'il n'obtient pas) ou

du moins l'élargissement de son aire de compétence (qui lui est accordée)<sup>42</sup>. En 1811, il écrit ainsi :

Le commerce américain dans ces contrées, en particulier avec les ports du district de mon consulat, étant si incertain, est devenu ces deniers temps si précaire que depuis mon dernier retour des États-Unis à mon poste, le montant des émoluments consulaires – mes revenus – pour Tarragone, Majorque et Minorque et Ibiza, a à peine pu payer le loyer d'un logement décent pour lequel je paie 192 dollars par an. Ma famille [étant] nombreuse, les provisions chères, tous mes espoirs se réduisent à l'arrivée de l'escadre américaine. Avec le plus profond respect, et en m'excusant de vous importuner, je vous prie de bien vouloir intercéder en ma faveur auprès du très honorable James Madison, président des États-Unis, pour l'attribution du consulat de Lisbonne<sup>43</sup>.

- 18 Lorsque les revenus consulaires sont jugés insuffisants, les consuls réclament des compensations, comme celui de Malte, qui sollicite une pension annuelle. Ceci confirme l'attente implicite que l'exercice du poste couvre au moins les dépenses, voire dégage des profits.

Pour être toujours exact à mon devoir, il faut beaucoup de monde à mon service, qu'il faut payer, & cela me cause une forte dépense [...]. Dans ces circonstances de guerre le commerce a souffert beaucoup des Événements sur les changes, ce qui m'a causé des pertes considerables dans la rentrée de mes fonds, sans compter le retard ; mais comme je suis beaucoup attaché à la Nation, je passe sur cela, me faisant toujours un plaisir de Luÿ être utile en tout ce qui peut dépendre de moy, & Je serois toujours disposé avec les mêmes sentiments en sa faveur. Je dois cependant vous faire observ[er] que l'éloignement n'attire point le commerce Ameriquain en cette Isle. Par consequent je ne puis pas me flatter d'un espoir d'être contrebalancé par [les] droits consulaires, que les bâtimens marchands pourroient me produire ; il me reste donc celuÿ de vos bontés envers moy ; vous priant de prendre en consideration toutes ces raisons pour qu'il vous plaise, Monsieur, de me faire accord[er] au moins tous les ans une pension suffisente pour payer, & récompenser le[s] persones, qui favorisent le service à l'avantage de la Nation ; j'espère que par votre entremise j'obtiendrai des Messieurs des États Unis, ce qui est bien juste & de raison, ce que sera dans la suite un motif d'encourage[r] les soins, & attentions au benefice de la Nation ; en attendant les effets de vo[tre] bonté, agréées les sentiments de reconnoissance, & de dévouément avec les que[ls] j'ai l'honneur d'être Monsieur Votre très-humble, & très-Obte. Servr.<sup>44</sup>.

- 19 Ces lettres pointent toutes à l'existence d'un intérêt matériel, lié à la perception des droits consulaires ainsi que, comme nous l'avons évoqué, aux commissions perçues pour l'approvisionnement de l'escadre navale américaine. Il est difficile de chiffrer le montant de ces revenus. En 1802, les droits consulaires s'élèvent à 2 \$ pour tout acte authentifié (protêt, déclaration, dépositions, etc.), à 1 \$ pour tout certificat de décharge de la cargaison du navire, et à 25 cents de dollar pour toute signature des attestations sur l'honneur de chargement. De novembre 1804 à novembre 1805, le consulat de Marseille délivre 34 certificats de décharge (34 \$), authentifie 61 actes (122 \$) et accueille 137 déclarations sous serment (ca. 35 \$). Au total, ces revenus de moins de 200 \$ ne représentent pas grand chose, alors que Marseille est un poste majeur en Méditerranée. Mais l'essentiel des revenus liés à la délivrance des actes tient probablement aux certificats délivrés aux capitaines. En se lamentant sur sa situation un an après sa nomination au consulat à La Rochelle, Robert Sterry fait état du montant perçu sur le mouvement des navires américains, à savoir « pas plus de 225 \$ » pour un total de 13 bâtimens arrivés dans le port<sup>45</sup>. Là où les navires américains sont nombreux, comme à Marseille ou à Livourne, où, dans les bonnes années, les entrées

dépassent une centaine de navires, les droits consulaires ont donc dû représenter un revenu de plus de 2 000 \$ par an, soit environ 10 000 francs, ce qui est considérable<sup>46</sup>.

- 20 Les convoitises autour des postes dans les grandes villes, qui peuvent se manifester tant par de nombreuses candidatures spontanées, que par de véritables cabales pour obtenir le rappel du titulaire, témoignent sans équivoque l'intérêt que les candidats portent à la charge consulaire<sup>47</sup>. D'autres éléments ont pu entrer en ligne de compte, qui sont parfois explicitement évoqués par les prétendants.

## Au-delà des revenus consulaires

- 21 Au-delà des revenus qui dérivent de la charge consulaire, ces négociants-consuls semblent concevoir la fonction consulaire comme un gage supplémentaire de respectabilité, susceptible d'accroître leurs affaires. En demandant le consulat de Londres en 1790, Alexander Donald le reconnaît d'ailleurs explicitement : « Les émoluments de la charge ne sont pas importants pour moi, mais j'ai toujours considéré que la charge en elle-même est une preuve flatteuse de la bonne opinion que mes compatriotes ont de moi » ; en 1816, lorsqu'ils sollicitent le consulat de Tarragone pour John Montgomery, ses protecteurs mettent en avant que cela « lui donner[ait] plus de respectabilité »<sup>48</sup>. La lettre de recommandation en faveur de Peter Kuhn pour le poste de Gibraltar met en avant que le candidat, ayant « établi une maison de commerce à Gibraltar, semble supposer qu'une fonction publique lui permettrait de faire des affaires de manière plus avantageuse »<sup>49</sup>.
- 22 Le consul américain à Gênes à la fin des années 1790, Frederick Hyde Wollaston, est un sujet britannique. Vu que la ville est sous influence française, il sollicite en vain, à plusieurs reprises, la nationalité américaine, qui le mettrait à l'abri des représailles en cas d'une nouvelle occupation française de la ville. Pour justifier sa requête, il avance l'argument – fort peu recevable – que le service des États-Unis peut être assimilé à une résidence dans le pays<sup>50</sup>. Peu après la rupture de la paix d'Amiens, il exprime le souhait de garder son poste, en dépit de l'absence d'émoluments significatifs liés à sa fonction : en effet, un seul navire américain est arrivé dans le port dans les six mois précédents. L'intérêt pour lui réside ailleurs : Wollaston explique que le poste consulaire constitue une excellente carte de visite au moment où il envisage de se remettre aux affaires (sa maison de commerce avait dû déposer le bilan) pour profiter de la neutralité américaine<sup>51</sup>.
- 23 Il semblerait bien que les consuls aient réussi à obtenir la consignation de nombreux navires américains qui entrent dans leur port. À Palerme, le consul des États-Unis, qui est au demeurant un négociant britannique, est le consignataire de deux tiers de la centaine de navires sous pavillon des États-Unis arrivés en 1806 et 1807. Là où ils ne connaissent aucun autre négociant, les capitaines américains s'adressent en effet naturellement au consul de leur pays. Ainsi, en arrivant à Gaeta à bord de la *Margaret*, qui a été capturée par un corsaire génois, le capitaine William Fairfield écrit, ne connaissant personne sur place, au consul américain le plus proche, celui de Naples<sup>52</sup>. L'exercice d'une fonction consulaire est par ailleurs mis en avant comme un gage de sérieux dans les missives que les consuls-négociants adressent à leurs correspondants pour les démarcher. Ainsi dans la circulaire imprimée envoyée par Thomas Appleton à de nombreuses maisons de commerce américaines en 1808 pour annoncer sa reprise dans les affaires, celui-ci n'oublie pas de souligner sa qualité de consul :

Ayant observé les grands avantages et la sécurité que l'établissement de maisons de commerce américaines à Livourne apportent à nos négociants, tout particulièrement pendant les diverses révolutions politiques dont cette partie de l'Italie a fait l'expérience *pendant les nombreuses années où j'ai assuré la charge de consul des États-Unis*, je suis donc poussé par ces raisons, encouragé en cela par mes nombreux amis aux États-Unis, à reprendre le commerce de commission avec les Américains, que j'avais interrompu depuis la fin de ma société avec les frères Dupouy, négociants de cette place<sup>53</sup>.

- 24 Sans beaucoup de finesse, le consul désigné en Sardaigne par la maison de Savoie pour défendre les intérêts américains pense même pouvoir demander au secrétaire d'État de faire imprimer dans la presse américaine ses offres de service destinées aux capitaines américains, utilisant ainsi sa position pour essayer d'obtenir des commissions<sup>54</sup>.
- 25 Au-delà de l'impulsion que la charge peut donner à leurs affaires commerciales, les consuls des États-Unis s'attendent à ce que celle-ci leur confère un certain nombre de privilèges, voire une protection face aux aléas d'ordre politique, ce qui peut aussi avoir une incidence financière non négligeable. En candidatant au poste de Bordeaux, John G. Ellison déclare ouvertement que « le seul résultat que j'espère obtenir est d'être exempté de lourds impôts »<sup>55</sup>.
- 26 La charge consulaire peut servir aussi, mais pas toujours, à protéger le titulaire d'un certain nombre de contributions prélevées en temps de guerre. Ainsi, lorsque Trieste est occupée par les armées napoléoniennes en novembre 1806, le consul des États-Unis, William Riggin, parvient à éviter le paiement de la contribution extraordinaire imposée aux négociants de la ville en faisant valoir sa qualité de consul d'une nation en paix avec l'Empire français<sup>56</sup>. De même, Montgomery à Alicante essaie de s'appuyer sur le traité entre l'Espagne et les États-Unis pour se soustraire, en 1801, au paiement de la contribution extraordinaire sur les négociants<sup>57</sup>. En revanche, lors de la première occupation française de Livourne en 1796, la tentative du consul des États-Unis, Philippe Filicchi, de faire considérer sa propre maison à l'instar d'un navire neutre pour bénéficier des clauses prévues par le traité franco-américain relatives à l'inviolabilité de la cargaison, irrite profondément les autorités françaises et provoque des rétorsions à son égard. Filicchi voudrait en effet mettre à l'abri de la saisie les marchandises britanniques qu'il a entreposées chez lui, alors que leur saisie est précisément la raison principale de l'invasion de la ville par l'armée française<sup>58</sup>.
- 27 Certains consuls ont utilisé leur position pour se protéger des conséquences fâcheuses d'une situation qui n'est pas liée à l'exercice de leur charge. Ainsi, le consul de Malaga Kirkpatrick est arrêté sur ordre du général français Maranzin en 1812, à l'instigation du consul français qui réclame le règlement des créances que le gouvernement français a sur sa maison de commerce, qui a entretemps déposé le bilan. Kirkpatrick fait alors valoir auprès du général français son impossibilité d'exercer sa charge consulaire en étant en prison. On lui répond qu'on a arrêté le négociant et non pas le consul, argument que ce dernier trouve « métaphysique ». Il obtient finalement sa libération en s'adressant directement au maréchal Soult, duc de Dalmatie. Nous ignorons si c'est l'argument avancé ou plutôt le dépôt de garantie des sommes dues aux Français qui a joué le rôle décisif<sup>59</sup>.
- 28 Enfin, les consuls comptent également sur une série d'avantages collatéraux qui dérivent de leur proximité avec les autorités américaines, dont il est difficile de mesurer l'importance, mais qui ont pu leur donner un avantage comparatif vis-à-vis d'autres négociants qui ne sont pas consuls. Lorsque la guerre éclate entre les États-

Unis et la Grande-Bretagne, le consul américain de Sète sollicite ainsi une lettre de marque pour armer en course en Méditerranée<sup>60</sup>. De son côté, Thomas Appleton, en poste à Livourne, profite du canal officiel pour transmettre en incluse un courrier destiné à son beau-frère, alors que le capitaine du navire qui apporte la missive destinée au secrétaire d'État refuse de prendre à bord des lettres de particuliers<sup>61</sup>. Certains, enfin, abusent de leur charge. Bien qu'il se défende de l'accusation, le consul des États-Unis à Alicante semble bien avoir demandé au gouvernement le remboursement des frais encourus pour défendre deux navires américains capturés par les belligérants qui avaient pourtant été amenés dans des ports en dehors de sa juridiction : ce n'est donc pas des frais consulaires dont il s'agit – car un autre consul est en poste dans ces ports – mais des dépenses qu'il a supportées en tant que négociant<sup>62</sup>.

## Conclusion

- 29 L'analyse des candidatures et des correspondances des consuls des États-Unis a permis de mettre en avant un intérêt précoce et soutenu de la part de candidats tant américains qu'étrangers pour une charge qui, sauf de rares exceptions, ne donne pas lieu au paiement d'un salaire. Le corpus offre une série d'indices quant à l'intérêt que ces candidats, pour la plupart négociants, comptent tirer de leur fonction. Celui-ci est d'ailleurs proportionnel à l'importance commerciale de la place. L'intérêt matériel découle aussi bien de la délivrance des actes consulaires, que nous avons pu évaluer dans un cas, que de la présomption de respectabilité et de la publicité qu'elle confère à son titulaire, ce qui est susceptible d'accroître son chiffre d'affaires. Plus largement, le fait de représenter une puissance étrangère peut permettre aussi de se mettre à l'abri des contributions et des exactions, fréquentes en temps de guerre.
- 30 Au vu du fait que le système consulaire des États-Unis se développe, du moins à ses débuts, à partir des candidatures spontanées, il est ainsi permis de se demander si la formidable expansion du nombre des postes consulaires au XVIII<sup>e</sup> siècle, lorsque la plupart des États mineurs et moyens se dote d'un système consulaire, ne peut finalement pas être conçue comme la résultante de « l'agencéité » négociante. Les titulaires ont pu mobiliser à leur profit la respectabilité garantie par l'État à ses consuls, bénéficier de la protection offerte par cette charge, et profiter de la capacité étatique de contraindre ses ressortissants à faire appel aux consuls pour la délivrance d'une série d'actes payants. Ceci leur a permis d'externaliser une partie des coûts de leur résidence à l'étranger, ou de leurs frais quand ils sont déjà sur place. Resterait à approfondir, parmi les réseaux mobilisés par les candidats, quels sont les plus efficaces, pour déterminer ainsi dans quelle mesure certains milieux négociants ont pu tirer profit de la volonté des États d'éteindre leur présence à l'étranger pour promouvoir leur intérêt individuel et prendre la mesure de leur capacité d'influencer l'évolution institutionnelle et la politique du pays qu'ils représentent.

## NOTES

1. National Archives and Record Administration (désormais NARA), RG 59, correspondances entre les consuls et le secrétaire d'État américain (6 000 clichés environ), NARA, RG 76 (*Spoliation claims*, série construite à partir des archives consulaires, dans le cadre des demandes de réparations à la France des dommages infligés aux capitaines et armateurs américains pendant les guerres révolutionnaires) et NARA, RG 84 (archives rapatriées). Alors que la correspondance envoyée au secrétaire d'État est en général préservée, l'état de conservation des fonds consulaires est malheureusement très inégal : si, pour le poste de Marseille, l'ordre donné par le secrétaire d'État en mai 1939 de rapatrier l'ensemble des archives consulaires a permis de sauver les registres de navires et de protêts maritimes, pour d'autres postes consulaires américains en Méditerranée il ne reste plus aucun registre pour la période avant 1815.
2. Le projet *Founders Online* vise à rendre disponible l'ensemble des correspondances de George Washington, Benjamin Franklin, John Adams (et sa famille), Thomas Jefferson, Alexander Hamilton et James Madison. À ce jour (26 février 2019), le portail permet de consulter plus de 182 000 lettres écrites par, ou adressées à ces pères fondateurs (<https://founders.archives.gov/>). La plupart des lettres sont annotées. Ma recherche a été faite en appliquant dans la barre d'interrogation du site les termes « *reccomend* » associé à « *consular OR consulate* », puis celui « *Letters of Application* » (c'est-à-dire le nom de la série spécifique qui recueille les candidatures) et « *consuls OR consulate* ». Elle a produit plus d'un millier de résultats. Je remercie Felix Töppel qui m'a assistée dans cette recherche.
3. Note introductive à la candidature pour le consulat de Rouen, <http://founders.archives.gov/documents/Franklin/01-26-02-0155> (consulté le 1<sup>er</sup> mars 2019, comme toutes les références qui suivent). Sur Hornbostel, voir Gabriel Constant, « De Hambourg à Marseille : Jean-Christophe Hornbostel (1736-1832), président de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance des Bouches-du-Rhône, 1824-1828 », *Revue Municipale* [Marseille], n° 42, 1960, p. 13-20.
4. Geheimes Staatsarchiv Preussischer Kulturbesitz, I. HA Rep. 9 Allgemeine Verwaltung, Z Lit. U, Fasz. 9, fol. 34 r°, Finckenstein à Vierne, Berlin, 5 novembre 1786 : « Vous savez vous-même, Monsieur, que ceux-ci [les navires sous pavillon prussien] ne peuvent pas entrer dans la Méditerranée, parce que nous n'avons point de traité avec les puissances barbaresques, et vous sentirez facilement qu'on ne peut pas proposer au roi un salaire annuel pour le consulat de Nice qui ne sauroit rendre des services à ses sujets navigateurs. D'ailleurs vous avez été instruit, Monsieur, en demandant cette place, qu'il n'y a point d'appointment qui y soit attaché. » Je remercie sincèrement Jörg Ulbert, qui m'a transmis ses notes.
5. William Keteltas à Thomas Jefferson, New York 9 novembre 1804, <https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/99-01-02-0620>. En 1808, Keteltas sollicite le poste de Tunis, qui offre un salaire, insistant de manière plus explicite sur les persécutions subies en raison de son attachement à l'administration de Thomas Jefferson : New York, 22 novembre 1808, <https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/99-01-02-9134>.
6. « *Wish to receive the appointment of Consul to any port of Europe* », Thomas Randolph à Thomas Jefferson, 17 juin 1806, <https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/99-01-02-3861>.
7. « *In asking this favor, I cannot disguise that one object, I have in view, is my improvement in Chemistry, and other branches of Science ; but these pursuits shall at no time interfere with my duties as Consul.* » [En demandant cette faveur [le poste à Paris], je ne peux pas cacher que je me propose de faire des progrès en chimie et dans d'autres branches de la science ; mais cet objectif n'interférera jamais avec mes devoirs en tant que consul.] David B. Warden à Thomas Jefferson, Paris, 20 juillet 1808, <https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/99-01-02-8371>.

8. Liste des nominations communiquées par George Washington au Sénat, 4 juin 1790, <https://founders.archives.gov/documents/Washington/05-05-02-0297>.
9. Debra J. Allen, *Historical Dictionary of U.S. Diplomacy from the Revolution to Secession*, Lanham, Scarecrow Press, 2012, appendice D.
10. « He is very strongly recommended to me by the first Banker in that City ; and by other respectable persons. » Pierce Butler à George Washington, 6 juin 1791, <https://founders.archives.gov/documents/Washington/05-08-02-0173>
11. Robert Montgomery s'établit à Alicante en 1776 et correspond pendant la guerre d'Indépendance américaine avec Benjamin Franklin et John Adams, auprès duquel il sollicite le poste de consul dès 1783, en récompense des services rendus : « My being the Only American House Yet Established on this Coast and having Always been Ready to Render Every service in My Power to the States Makes me (I hope with Some Reason) Pretend the Apointment of Consul, And would Request you will take an opportunity of Mentioning me to Congress as A person of Your Approbation for that Employment. » [Le fait que ma maison [de commerce] est la seule maison américaine établie sur cette côte et le fait que j'ai toujours été prêt à rendre tous les services en mon pouvoir aux États[-Unis] me portent à solliciter (j'espère avec quelques raisons) le poste de consul, et je vous prie de saisir l'occasion de mentionner mon nom au Congrès et tant que personne qui a votre approbation pour cet emploi.] (<https://founders.archives.gov/documents/Adams/06-14-02-0276>). À partir du 22 mai 1787, il adresse sa demande à Thomas Jefferson, et y revient à plusieurs reprises par la suite (<https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/01-11-02-0356>). La nomination ne survient qu'en février 1793, Jefferson ayant montré des réticences quant à son intervention à Alger en faveur des captifs américains : voir par exemple I. Jefferson's Draft Memorandum on Consular Vacancies, 21 février 1791 (<https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/01-19-02-0068-0002>). Sur le consulat de Montgomery, voir l'article de Lawrence Peskin, « The Blurry Line : Robert Montgomery's Public and Private Interests as U.S. Consul to Alicante » dans ce même numéro des *Cahiers de la Méditerranée*.
12. « Personne ne candidate ». Jefferson's Draft Memorandum on Consular Vacancies, 21 février 1791, <https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/01-19-02-0068-0002>.
13. « Aucun candidat nouveau ou convenable. Vale [Aaron Vail], qui a fait banqueroute, est le seul », Jefferson's Draft Memorandum on Consular Vacancies, 21 février 1791, *ibid*. Favorisé par le statut de port franc, Lorient est jusqu'au moins 1786 le principal port français pour le commerce avec les États-Unis. En 1791, toutefois, il est devancé par Bordeaux, Le Havre et Dunkerque. Voir Silvia Marzagalli, *Bordeaux et les États-Unis, 1776-1815 : politique et stratégies négociantes dans la genèse d'un réseau commercial*, Genève, Droz, 2015, p. 68.
14. II. List of Consular Vacancies [21 juillet 1790], <https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/01-17-02-0032-0003>, et lettre de recommandation d'Anthony Gierna à Thomas Jefferson en faveur de Teophane Arata, Civitavecchia, 10 juin 1811, <https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/03-03-02-0530-0001>.
15. « It is desirable there should be a greater choice of candidates ; and appointments at those ports are not very pressing ». Thomas Jefferson à George Washington, 23 février 1791, <https://founders.archives.gov/documents/Washington/05-07-02-0247>.
16. Memorandum from Thomas Jefferson, 28 février 1793, <http://founders.archives.gov/documents/Washington/05-12-02-0174>. Le troisième candidat, William Douglas Brodie, est probablement un sujet britannique, appuyé par la puissante maison de commerce Willing, Morris, and Swanwick qui en avait demandé la nomination en 1791.
17. « Mr Cabot is personally acquainted with Mr Simpson, and knows him to be a man of worth. [...] John S. M. Matthieu, a native of that place, is handsomely recommended for consul there. His own Letter of the 14th of January manifests a very competent knowledge of the English tongue. Mr Vanuxem, who has written two letters in his favour, is a French merchant of Philadelphia, who enjoys I believe the reputation of an honest man. [...] Bremen. There are two applications ; neither appears on enquiry to be very

*Satisfactory.* » Timothy Pickering à George Washington, 12 mai 1796, <https://founders.archives.gov/documents/Washington/99-01-02-00513>.

18. Memoranda on Candidates and Places for Consular Appointments, vers le 1<sup>er</sup> juin 1790, <https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/01-17-02-0032-0002>.

19. « *In those countries disposed to be friendly to us, and not so to Great Britain, the governments would be jealous of seeing a Briton employed as American Consul, because they could so easily cover British bottoms under the American flag. [...] In countries where British commerce is favored, it might be advantageous sometimes to appoint an Englishman our Consul, in order to partake of the favor of his nation.* » [Dans les pays bien disposés à notre égard, et pas autant vis-à-vis de la Grande-Bretagne, les gouvernements seraient jaloux de voir un Britannique employé comme consul américain, car celui-ci pourrait facilement couvrir des navires britanniques avec le pavillon américain. [...] Dans les pays où le commerce britannique est favorisé, il pourrait être parfois avantageux pour nous de nommer un Anglais comme notre consul afin de partager les avantages concédés à cette nation.] Memoranda on Candidates and Places for Consular Appointments, *ibid*.

20. Thomas Jefferson à George Washington, 23 février 1791, <https://founders.archives.gov/documents/Washington/05-07-02-0247>.

21. « *From their long acquaintance with me, as well as my political opinions in favor of the present administration* », John Rennolds à Thomas Jefferson, 7 février 1805, <https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/99-01-02-1117>.

22. « Quelle est l'opinion politique des signataires ? » Pétition incluse à une lettre de Abraham Bishop à Thomas Jefferson, New Haven, 13 juillet 1804, <https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/99-01-02-0062>.

23. Kuhn a « de sains principes démocrates » : Michael Leib à Thomas Jefferson, 19 octobre 1802, <https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/01-38-02-0489>. Cogdell est un « défenseur inconditionnel de l'administration républicaine » : Theo. Gourdin à James Madison, 4 mars 1815, <https://founders.archives.gov/documents/Madison/99-01-02-4142>.

24. Nathaniel Appleton demande à Thomas Jefferson, alors secrétaire d'État, c'est-à-dire ministre des Affaires étrangères, le consulat de Lisbonne pour son fils Thomas qui se trouve à Paris (Boston, 22 septembre 1791, <http://founders.archives.gov/documents/Jefferson/01-27-02-0721>, note 2).

25. Frederick Folger à George Washington, 8 mai 1792, <http://founders.archives.gov/documents/Washington/05-10-02-0232>.

26. John B. Hoskins à James Madison, 30 septembre 1807, <http://founders.archives.gov/documents/Madison/99-01-02-2177>.

27. Memorandum on Consuls and Consular Appointments, 15 février 1793, <https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/01-25-02-0183> (voir aussi la note 1 de ce document qui rectifie les informations sur les démissions).

28. Sur le réseau consulaire en Méditerranée, je me permets de renvoyer à Silvia Marzagalli, « Le réseau consulaire des États-Unis en Méditerranée (1790-1815) : logiques étatiques, logiques marchandes ? », dans Arnaud Bartolomei, Guillaume Calafat, Mathieu Grenet et Jörg Ulbert (dir.), *De l'utilité commerciale des consuls. L'institution consulaire et les marchands dans le monde méditerranéen (XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle)*, Madrid/Rome, Casa de Velázquez / Publications de l'École française de Rome, 2017, p. 295-307 (<http://books.openedition.org/efr/3253>. DOI : 10.4000/books.efr.3253).

29. François Navoni à John Adams, Cagliari, 31 juillet 1798, <https://founders.archives.gov/documents/Adams/99-02-02-2771>. Navoni écrit toujours en français, un français assez approximatif au demeurant. Voir un exemple de sa prose *infra*, note 54.

30. Voir sa correspondance dans NARA, RG 59 Cagliari.

31. Pour les candidats de Gênes, voir Timothy Pickering à George Washington, Candidates for Office, ca. 7 février 1797, <https://founders.archives.gov/documents/Washington/99-01-02-00265>

et List of Candidates for Offices, juin 1797, <https://founders.archives.gov/documents/Adams/99-02-02-2036>.

32. La résolution du Congrès du 16 mars 1784 réserve explicitement toute charge consulaire et vice-consulaire aux citoyens des États-Unis : William Barnes et John Heath Morgan, *The Foreign Service of the United States: Origins, Development, and Functions*, Washington D.C., Government printing office, 1961, p. 33-34. Toutefois, la question de l'emploi des étrangers se pose dès la première vague de nominations. Le Sénat accepte en 1790 de les prendre en considération mais au cas par cas, ce qui limite les droits du Président en la matière. Voir la note explicative aux premières nominations : <https://founders.archives.gov/documents/Washington/05-05-02-0297>. J'ai déjà eu l'occasion de montrer que, si le nombre des étrangers diminue dans le temps, l'évolution n'est pas pour autant linéaire. Silvia Marzagalli, « Études consulaires, études méditerranéennes. Éclairages croisés pour la compréhension du monde méditerranéen et de l'institution consulaire à l'époque moderne », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 93, décembre 2016, p. 15-23.

33. « *Mortified at hearing that British subjects or men highly anglofied had obtained American consulates* », Hugh Williamson à Thomas Jefferson, 24 décembre 1806, <https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/99-01-02-4746>. De même, en appuyant la candidature de son protégé, Alexander Wolcott écrit à Jefferson : « *Mr. Benjamin Richard, a citizen of New York, formerly of New London in this State, is about to establish himself in business at Malaga in Spain. Mr Kirkpatrick the present Consul at that place is said to be a subject of the King of G. Britain. Mr. Richard supposes that a native citizen of America, suitably qualified for the office, would be preferred to a foreigner, and, in short, is desirous of being himself appointed to the Office.* » [Monsieur Benjamin Richard, habitant de New York et auparavant de New London dans cet État, est en train de s'établir à Malaga pour ses affaires. On dit que Monsieur Kirkpatrick, actuellement consul dans cette place, est un sujet du roi de Grande-Bretagne. Monsieur Richard suppose qu'un citoyen natif des États-Unis, qualifié de manière adéquate au poste, serait préféré à un étranger. Bref, il souhaite être nommé à ce poste.] Alexander Wolcott à Thomas Jefferson, 12 mai 1807, <http://founders.archives.gov/documents/Jefferson/99-01-02-5582>.

34. « *The Consulate in Dantzic would not afford a Living to a Citizen of the United States, as I am informed that the American Government allows no fixed Salaries to Consuls abroad.* » Frederick William Siel à James Madison, Barcelone, 23 décembre 1807, <https://founders.archives.gov/documents/Madison/99-01-02-2457>.

35. « *There being no salary attach'd to this office and from the known situation of Rome no probability of frequent demands for consular certificates, the prospect of support even, wou'd be desperate.* » : John S. Cogdell à James Madison, Charleston (Caroline du Sud), 3 juin 1806, <https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/99-01-02-3396>.

36. David R. Williams, à Thomas Jefferson, 10 mars 1806, <https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/99-01-02-3396>.

37. NARA, RG 59, Malta, lettre de J. Lewis à James Monroe, New York, 8 novembre 1815.

38. Silvia Marzagalli, « Études consulaires... », art. cit., p. 20.

39. Cathalan écrit : « *Sedestrom* ». Stephen Cathalan à James Madison, 19 mars 1803, <https://founders.archives.gov/documents/Madison/02-91-02-0650>. La lettre du consul Fölsch au président de la Chancellerie royale à Stockholm du 15 avril 1803 permet de préciser que la frégate suédoise *Camilla* commandée par le lieutenant-colonel chevalier de Krusenstjerna avait mis à la voile de Toulon le 17 mars avec 23 000 piastres, suivie de près de la frégate *Fröja* montée par l'amiral de Cederström qui avait embarqué 147 000 piastres. Riksarkivet (Stockholm), *Diplomatica Gallica* 512.

40. « *From a firm persuasion of the impossibility of paying my expenses by residing at Cette, I have taken the resolution of going to Marseille, where I hope to be more fortunate.* » James Anderson à James Madison, 7 septembre 1805, <http://founders.archives.gov/documents/Madison/02-10-02-0283> ;

depuis Paris, Anderson avait sollicité auprès de Thomas Jefferson, le 28 septembre 1792, un poste n'importe où en France, <https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/01-24-02-0383>.

41. « *Any other good port, likely to give me occupation, the port of Cette, not affording the means to pay the expenses of An Office.* » James Anderson à James Madison, 10 juin 1806, <https://founders.archives.gov/documents/Madison/99-01-02-0553>.

42. John Martin Baker sollicite le poste de Minorque le 28 novembre 1802 (<https://founders.archives.gov/documents/Madison/02-04-02-0163>). Il fait appuyer sa demande par le colonel Weissenfels, son beau-père, qui contacte Edward Livingston, Aaron Burr et James Madison : ce dernier le recommande alors à Thomas Jefferson (<https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/01-38-02-0236>). Le 7 mars 1803, quelques semaines avant de s'embarquer pour la Méditerranée, Baker revient sur sa demande en déclarant préférer le vice-consulat de Gibraltar (<https://founders.archives.gov/documents/Madison/02-91-02-0628>) ; quelques jours plus tard, il remercie toutefois pour la nomination reçue pour les Baléares (<https://founders.archives.gov/documents/Madison/02-91-02-0635>) ; en 1804, il demande en vain qu'on lui attribue le consulat de Tripoli, puis en 1807 il requiert qu'on lui attribue, en sus de Baléares, aussi le consulat de Valencia ou de Tarragona, qu'il obtient peu après ; le 1<sup>er</sup> mars 1809, il sollicite le consulat de Sardaigne (<https://founders.archives.gov/documents/Madison/02-08-02-0186> ; <http://founders.archives.gov/documents/Madison/99-01-02-2375> ; <https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/99-01-02-9930>).

43. John Martin Baker à Thomas Jefferson, 3 avril 1811, <http://founders.archives.gov/documents/Jefferson/03-03-02-0396>. « *[T]he American trade to this quarter, and particularly to the ports within the district of my Consulate, being so very uncertain, and of late become so precarious, that since my late arrival and return from the United States, to my Station, the receipt of Every Consular Emolument, my dues, for Tarragona, Majorca-Minorca, and Yvica, has in its amount no more than satisfied the payment of rent for a decent House to dwell in, for which I pay One hundred and Ninety two Dollars Yearly. My family large, Provisions now high, and my hope and dependance on the American Squadron coming, now reduced to the last expectation. I most Respectfully, Entreat your Excuse for importuning, and pray you Sir, to influence in my favor with His Excellency The Most Honorable James Madison, President of the United States of America. for the appointment of Consul at Lisbon.* »

44. Joseph Pulis à James Madison, Malte, 28 juin 1803, <http://founders.archives.gov/documents/Madison/02-91-02-0752>.

45. Robert Sterry à James Madison, La Rochelle, 30 juin 1816, <https://founders.archives.gov/documents/Madison/99-01-02-4447>.

46. Sur les trafics américains en Méditerranée, voir Silvia Marzagalli, « Les États-Unis en Méditerranée. Modalités et enjeux d'une nouvelle présence atlantique dans la Mer intérieure », *Revue d'histoire maritime*, n° 13, 2011, p. 71-100.

47. En 1803, une coalition se forme ainsi pour demander le rappel du consul des États-Unis à Naples, le Français Jean Sabin Michel Mathieu, accusé de corruption, incompétence, inefficacité, et manque d'intérêt pour les affaires de la nation. Son successeur pourtant, le Prussien Degen, est loin d'être intègre. Silvia Marzagalli, « Études consulaires... », art. cit., p. 14-15. C'est depuis Saint-Domingue que Mathieu avait mobilisé en 1795 ses réseaux pour se faire recommander comme consul de Naples, sa ville natale : William Bingham à George Washington, 9 janvier 1796, et notes, <https://founders.archives.gov/documents/Washington/05-19-02-0274>. Sa femme a la nationalité américaine : voir la note 1 dans <https://founders.archives.gov/documents/Madison/02-04-02-0671>.

48. « *The Emolument of office is no object to me, but the Office itself I would always consider as a very flattering proof of the good opinion my Fellow Citizens have of me.* » Alexander Donald à Thomas Jefferson, 2 juillet 1790, <https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/01-16-02-0352>. Dans la même lettre, Donald annonce candidement être en train de renoncer à sa nationalité américaine, acquise cinq ans auparavant, car elle lui serait préjudiciable en Angleterre, où il est

en train de se rendre pour s'y établir. « *[I]n order to add more respectability to the same* », lettre de recommandation pour Montgomery, Baltimore, 1<sup>er</sup> février 1816, <https://founders.archives.gov/documents/Madison/99-01-02-4911>.

49. « *Mr. Kuhn has established a mercantile house at Gibraltar, and seems to suppose, that a public function would enable him to transact business with more advantage.* » Michael Leib à Thomas Jefferson, 19 octobre 1802, <https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/01-38-02-0489>. Kuhn s'établira finalement à Gênes et y obtiendra le consulat en 1804.

50. Wollaston avait demandé sa naturalisation de manière réitérée : NARA, RG 59 Genoa, lettres du 2 mars et 29 juin 1799, 27 juin 1800, 10 juin 1801, 30 janvier 1802.

51. Frederick Hyde Wollaston à James Madison, 25 juillet 1803 : « *I am the more desirous of retaining my Post in my present Circumstances as it being of little or no other emolument, it is, [a] very great mercantile introduction & during the present War, the neutrality of the Un : States would enable me to extend a considerable branch of Trade here from thence, & being well acquainted w[ith] this Place & its ressources by 18 years residence, having at the same time gained the good will of the Government & Inhabitants, I deem myself better able to give general Satisfaction than a new comer.* » [Je souhaite vivement garder mon poste dans les circonstances présentes bien qu'il n'apporte que peu ou pas d'émolument, il est une très belle introduction commerciale et pendant la guerre en cours, la neutralité des États-Unis me permettrait d'accroître le commerce entre ici et là-bas, et étant très familier avec cette place et ses ressources grâce à 18 ans de résidence, ayant par la même occasion acquis l'opinion favorable du gouvernement et des habitants, je me considère plus apte à donner satisfaction qu'un nouveau venu.] <http://founders.archives.gov/documents/Madison/02-91-02-0786>.

52. Peabody Essex Museum (Salem, Mass.), Crowninshield Family papers, MSS 4, box 2, folder 2, Gaeta, Fairfield à Preble & Degrand, 2 octobre 1808.

53. « *Having observ'd the great advantages & security which our merchants derive from the establishment of American houses af [sic] commerce in Leghorn, but in a particular manner during the various political revolutions which this part of Italy has so frequently experienced in the many years I have filled the office of Consul of the U. states ; I am therefore induced from these motives, join'd to the encouragement I have received from these many friends in America, to enter again into the line of American Commission business, which I had suspended since the expiration of my copartnership with the house of Mess.urs Dupoy brothers of this place.* » John Carter Brown Library (Providence, Rhode Island), Brown papers, European correspondence, box 10, circulaire imprimée de Thomas Appleton & Co. Les italiques ont été ajoutés pour souligner le passage principal pour notre argumentaire.

54. « *Un tel détail [son offre de crédit à 30 jours et ses conditions d'achat], si V.E. le trouve convenable, et de son plaisir peut bien le faire publier dans la Gazette, ou journal puisque quelque ce soit [sic] Propriétaire de Vaisseau puisse être informé de tout que pour connoître évidemment mes empressements et offres pour la Nation* » : NARA, RG 59 Cagliari, Navoni à John Adams, 31 juillet 1798, <http://founders.archives.gov/documents/Adams/99-02-02-2771>.

55. « *The only end, I hope to obtain, is being exempted from onerous taxes* », John Ellison à Thomas Jefferson, 17 janvier 1805, <https://founders.archives.gov/documents/Jefferson/99-01-02-3029>.

56. NARA, RG 59 Trieste, W. Riggins à James Madison, 6 janvier 1806.

57. « *The Court of Spain has ordered a Contribution to be raised upon all Commer[cial] People in this Country, and in which they have included all American Citizens residing in Spain & the Sum of this Contribution allotted for me to pay is nearly 4 000 hard Dollars. I have represented against it to the Minister of State, and have quoted the 7th. Article of our Treaty, which, when they fairly consider, I think will be sufficient to deter the Minister from Proceedings so iniquitous in themselves [e]ven if we had no Treaty with them.* » [La cour d'Espagne a donné ordre de lever un impôt sur tous les commerçants dans le pays, et ils ont compris dans cette mesure tous les citoyens américains qui résident en Espagne. Ma part dans cette contribution serait de presque 4 000 dollars. J'ai protesté auprès du ministre d'État contre cette mesure et j'ai invoqué l'article 7 de notre traité, qui, s'ils le prennent en

compte de manière équitable, devrait suffire à retenir le ministre de procédés qui seraient en soi tellement iniques mêmes si nous n'avions pas de traité avec eux.] : Robert Montgomery à James Madison, Alicante, 31 mars 1801 (<http://founders.archives.gov/documents/Madison/02-91-02-0017>).

58. NARA, RG 59, Leghorn, lettres de Filicchi au secrétaire d'État, 7 juillet et 14 septembre 1796. Cette dernière missive explique que « *the remonstrances on my part that have produced no other effect than that of prejudging the French Consuls against me & of having exposed myself to infinite vexations as a Merchant* » [Mes protestations [contre la saisie des marchandises américaines consignées aux négociants britanniques de Livourne] n'a fait que prédisposer le consul français contre moi et m'exposer à un nombre infini de vexations en tant que négociant.] Les autorités françaises avaient entre autres mis sous scellés son comptoir commercial, ce qui n'a pas été le cas pour les autres négociants d'un pays neutre, et ses livres de compte ont fait l'objet d'une inspection.

59. Sur ces vicissitudes, voir NARA, RG 59, Malaga, lettre de Kirkpatrick au secrétaire d'État du 24 octobre 1812 et ses annexes.

60. NARA, RG 59, lettre de Peter Walsh au secrétaire d'État James Monroe, 15 mai 1813 et 30 juin 1813. Dans cette dernière missive, Walsh insiste et signale avoir déjà engagé des frais pour armer un navire en course.

61. Thomas Appleton à James Madison, 4 juin 1803, <http://founders.archives.gov/documents/Madison/02-91-02-0720>.

62. Le 12 septembre 1801 John Montgomery, qui assure l'intérim pour son frère Robert à Alicante, demande le remboursement de 2 238 piastres espagnoles pour les dépenses encourues depuis le 30 mai 1798 pour la défense des navires américains capturés, les frais de poste et l'assistance aux marins en détresse. Sur sa note de dépenses, l'assistant du secrétaire d'État remarque que deux des navires mentionnés ont été amenés dans des ports où exerce un autre consul, ce qui prouve d'après lui que Montgomery est en train de charger des dépenses de nature mercantile, et pas de nature consulaire (« *no doubt for the interest of himself or his correspondents* », « sans doute pour son propre intérêt ou celui de ses correspondants ») ; John Montgomery à James Madison, Alicante, 12 septembre 1801, <http://founders.archives.gov/documents/Madison/02-02-02-0161>.

## RÉSUMÉS

Cet article analyse les candidatures spontanées aux postes de consul des États-Unis entre 1778 et 1816, et les lettres écrites par les consuls des États-Unis en Méditerranée à leurs autorités de tutelle entre 1790 et 1815 pour comprendre les raisons qui poussent des individus, généralement des négociants, à exercer une fonction à laquelle n'est attaché aucun salaire. Ce corpus permet tout d'abord de constater l'intérêt bien réel que les candidats portent à la charge ainsi que le positionnement de l'administration à l'égard des candidatures. Ensuite, l'article met en avant les intérêts matériels et immatériels liés à la charge, qui sont loin d'être négligeables. Au total, en utilisant la volonté de la jeune république de se doter d'un réseau consulaire, les négociants-consuls ont pu mobiliser à leur profit la respectabilité garantie par l'État à ses consuls, la protection qui dérive de cette charge, et la capacité étatique de contraindre ses ressortissants à faire appel aux consuls pour la délivrance d'une série d'actes payants.

This article analyses speculative applications for posts of consul of the United States between 1778 and 1816, as well as the correspondence of US consuls in the Mediterranean with their supervisory authorities between 1790 and 1815. The author seeks to understand why these individuals, most of them merchants, were willing to take a non-paid position. First, the sources point to a genuine interest in consular posts and enable us to examine how authorities processed these applications. Secondly, the paper discusses the material and immaterial benefits associated with the consular office. Taking advantage of the young Republic's intention to build up a consular system, merchants-consuls profited from the respectability granted by this function, from the protection it offered, and from the state's ability to force its nationals to resort to the consuls for a number of paying services.

## INDEX

**Mots-clés** : consuls, candidatures spontanées, États-Unis, recrutement, intérêt personnel, Méditerranée, droits consulaires

**Keywords** : consuls, speculative applications, United States, recruitment, personal interest, Mediterranean, consular fees

## AUTEUR

### SILVIA MARZAGALLI

Silvia Marzagalli est professeur d'histoire moderne à l'Université Côte d'Azur et membre honoraire de l'Institut Universitaire de France. Ses recherches portent sur la navigation et sur les mécanismes d'adaptation mis en place par les négociants en temps de guerre (*Bordeaux et les États-Unis, 1776-1815 : politique et stratégies négociantes dans la genèse d'un réseau commercial*, Genève, 2015, et étude en cours sur les États-Unis et la Méditerranée). Depuis une dizaine d'années, elle s'efforce de promouvoir le recours aux humanités numériques pour la compréhension des circulations maritimes (programmes ANR Navigocorpus et Portic). Elle s'intéresse également au rôle des consuls, notamment dans la transmission des informations (*Les consuls en Méditerranée, agents d'information, XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, sous la dir. de Silvia Marzagalli, en collaboration avec Maria Ghazali et Christian Windler, Paris, 2015).